

## STATUTS

01 juillet 2021

## ARTICLES OF ASSOCIATION

1<sup>st</sup> July 2021

### CHAPITRE I – FORME, NOM, SIEGE SOCIAL, OBJECTIFS, ACTIVITES, DUREE

#### ARTICLE 1 - LA FORME

1.1. La présente association, ouverte aux membres Belges et Etrangers, est une association internationale sans but lucratif (ci-après AISBL), établie selon le Code des Sociétés et Associations.

1.2. Conformément aux articles 2:5 et 2:6 du Code des Sociétés et Associations, elle disposera de la personnalité juridique au jour de l'arrêté royal de reconnaissance conformément à l'article 10 :1 du Code des Sociétés et Associations. Toutefois, il est possible de contracter au nom de l'Association avant que celle-ci n'acquière la personnalité juridique. Ceux qui ont contracté seront personnellement et solidairement responsables à moins que l'Association n'acquière la personnalité juridique dans les deux ans de la date du contrat et qu'elle ratifie ce contrat dans les six mois de l'obtention de la personnalité juridique. Les obligations ainsi ratifiées seront considérées comme ayant été contractées dès le départ par l'Association.

#### ARTICLE 2 - LE NOM

2.1. Le nom de l'association est « European Association of Central Counterparty Clearing Houses » ci-après « EACH ». Tout changement de ce nom après le dépôt des présents statuts, devra être approuvé par Arrêté Royal conformément à l'article 2:5 du Code des Sociétés et Associations.

2.2. Tout acte, facture, annonce, publication, ou tout autre document officiel devra mentionner

### CHAPTER I – FORM, NAME, REGISTERED OFFICE, OBJECTIVES, ACTIVITIES, DURATION

#### ARTICLE 1 - THE FORM

1.1. The current association (hereafter the Association or EACH), which is open to Members established and incorporated in Belgium and to Members established and incorporated in other countries, is a not-for-profit international association (hereafter Aisbl), established according to the Code of Companies and Associations.

1.2. In accordance with Articles 2:5 and 2:6 of the Companies and Associations Code, the Association will be a legal person from the date of the Royal Decree of recognition in accordance with Article 10:1 of the Companies and Associations Code. It is, nevertheless, possible to undertake decisions in the name of the Association before it acquires legal personality. Those who contract on behalf of the Association in such interim period will be held personally and jointly responsible for their actions unless the Association acquires legal capacity within two years of entering into the contract or contracts or the contract or contracts are ratified within six months of the Association obtaining legal capacity. Such ratified contractual obligations shall be deemed to have been entered into ab initio by the Association.

#### ARTICLE 2 - THE NAME

2.1. The official name of the Association is the "European Association of Central Counterparty Clearing Houses" (EACH). Any change of this name after the deposition of the present Articles can be made only by a Royal Decree in accordance with Article 2:5 of the Companies and Associations Code.

2.2. Any act, bill, announcement, publication, or any other official document should use the official name, followed or preceded by the title

ce nom, précédé par le titre AISBL ou suivi du titre AISBL ainsi que du lieu de son siège.

### **ARTICLE 3 - LE SIEGE SOCIAL**

3.1. Le siège de l'AISBL EACH est établi en Belgique, en Région de Bruxelles-Capitale.

3.2. Il peut être transféré à une autre adresse en Belgique par une décision du Comité Exécutif. Tout transfert de siège de l'Association doit être repris dans le registre du greffe du Tribunal de l'Entreprise compétant, et publié dans les annexes du Moniteur Belge dans le mois du jour où a été réalisé ce changement de siège. Chaque décision de changement du lieu du siège sera publiée dans le Moniteur Belge après avoir été enregistré par le greffe du Tribunal de l'Entreprise compétent. Cette décision doit également être approuvée par Arrêté Royal.

### **ARTICLE 4 – OBJET - BUT –OBJECTIFS - ACTIVITES**

4.1. L'AISBL EACH a pour objet, dans la limite de la loi et de l'ordre public, dans un but non-lucratif, de contribuer à la création d'un espace européen de liberté, de prospérité et de développement et en particulier de participer de créer un marché financier global plus sûr, plus efficace et plus transparent au profit des opérateurs et de la population.

4.2. Ses objectifs sont les suivants :

- Communiquer à toute autorité susceptible de prendre une attitude ou une décision le point de vue des contreparties centrales en Europe et ce tant au niveau national, Européen, international afin d'assurer une relation de collaboration constructive avec les dites autorités et les associations de chambres de compensation à contrepartie centrale.
- Etudier, discuter et analyser les techniques et développements d'opérations de compensation à contrepartie centrale, de systèmes, de maintien de position, d'outils de gestion de risques (marges initiales, réévaluations, exigences d'adhésion, procédures en cas de défaillance ainsi que les ressources, des dispositifs de

Not-for-Profit International Association or Aisbl, and the place of its registered office.

### **ARTICLE 3 - THE REGISTERED OFFICE**

3.1. The registered office of the Association is established in Belgium, in the Brussels- Capital Region.

3.2. The registered office can be transferred to another place in Belgium by a decision of the Board of the Association. Any transfer of the registered office must be filed at the registry of the competent Commercial Court and published in the appendices of the Belgian Official Legal Gazette (Moniteur Belge) within one month from the date of the change. Each such decision to change the address of the registered office shall be published in the Moniteur Belge after registration by the competent Commercial Court. A decision to move the registered office must also be approved by a Royal Decree.

### **ARTICLE 4 - OBJECTS AND ACTIVITIES**

4.1. In conformity with applicable laws and public policy, the Association as a not-for-profit organisation aims to contribute to freedom, prosperity, and development in Europe and particularly to work to make the global financial market more secure, efficient and transparent for the benefit of both the Members of the Association as operators of central counterparty clearing houses and the public interest.

4.2. The objectives of the Association are:

- To liaise with policymakers by acting as the voice of central counterparties in Europe, and the voice of European central counterparties globally, and developing and maintaining to this end an appropriately constructive working relationship with European Union and international policy-making and regulatory bodies and authorities and other associations of central counterparty clearing houses.
- To discuss and analyse techniques and developments in central counterparty clearing in the fields of operations, systems, position-keeping, risk management tools (including inter alia initial margining, re-valuation, membership requirements, default procedures and resources, money

règlement espèces, etc.) ainsi que les matières légales et réglementaires en rapport avec des activités de compensation à contrepartie centrale.

- Développer, de manière appropriée, des cadres de référence pour des activités de compensation à contrepartie centrale ainsi que la gestion du risque et la publication de ces standards.
- Développer, avec une coordination appropriée, (par exemple, avec d'autres associations telles que ECSDA<sup>1</sup>, FESE<sup>2</sup>, WFE<sup>3</sup> et CCP12<sup>4</sup>), des positions en rapport avec des propositions Européennes et globales d'initiatives réglementaires concernant les activités de compensation à contrepartie centrale.
- Prévoir un forum de développement de contacts personnels nécessaires à assurer l'échange d'information relative aux risques en cas de potentielles difficultés.
- Faire du monitoring des développements dans les paiements, règlements et dépôts, s'ils ont une incidence sur les activités de compensation à contrepartie centrale et ainsi assurer de manière appropriée une relation de collaboration constructive avec d'autres infrastructures et associations d'utilisateurs.
- Toutes autres activités de même nature ou accessoires aux activités décrites arrêtées par le Conseil d'administration ou l'assemblée générale.

4.3 Pour réaliser ses objectifs et mettre en œuvre ses activités, l'association pourra accomplir en Belgique et à l'étranger, tout ce qui est nécessaire, et en particulier tout acte juridique se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de favoriser son développement ou améliorera réalisation de son but, à l'exception des opérations de commerce sauf si elles sont tout à fait accessoires à son objet. Pour réaliser son but, elle peut accessoirement ou pour avoir les moyens de réaliser son but non lucratif en soi faire toutes opérations, dans la limite de la loi, utiles

settlement arrangements), and legal and regulatory issues related to central counterparty clearing.

- To develop, as appropriate, reference standards for central counterparty clearing and risk management, and to publish those standards.
- To develop, with appropriate co-ordination (for example, with other associations such as ECSDA, FESE, WFE and CCP12), positions on proposed European and global regulatory initiatives relative to central counterparty clearing.
- To provide a forum for the development of the personal contacts necessary to ensure the exchange of risk-related information in times of potential difficulty.
- To monitor developments in payments, settlement, and custody, as they have a bearing on central counterparty clearing, developing and maintaining to this end an appropriately constructive working relationship with other infrastructure and user associations.
- To undertake other activities of similar nature or incidental activities to the activities described above as established by the Board or by the General Assembly of the Association.

4.3. The Association shall be empowered to undertake, whether in Belgium or in other countries, all that is necessary to accomplish its objectives. This shall include taking all legal actions directly or indirectly relevant to its objectives or likely to support those objectives and the realisation of its goals; but shall exclude any commercial operations unless they are secondary to the realisation of the objectives and necessary for that realisation. In order to achieve its goals, the Association may undertake any operation in accordance with the applicable laws that is useful or necessary. Such operations

---

<sup>1</sup> European Central Securities Depositories Association

<sup>2</sup> Federation of European Securities Exchanges

<sup>3</sup> World Federation of Exchanges

<sup>4</sup> Global Association of Central Counterparties

ou nécessaires tel que, sans que cette liste ne soit limitative, recevoir des legs et donations, organiser des activités ponctuelles même lucratives, détenir des droits immobiliers temporaires ou démembré, souscrire à tous contrat, fusionner avec toute autres associations ou fondation ayant un but similaire ou complémentaire, passer des contrats, les exécuter, les résilier, payer ou transiger acquérir ou vendre, et de manière quelconque quelques actes que ce soit sauf ceux que la loi lui interdit pour réaliser son objet.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

5.1 La présente AISBL est établie pour une durée indéterminée.

### **CHAPITRE II – LES MEMBRES**

#### **ARTICLE 6 – MEMBRES**

6.1. L'association compte des membres effectifs avec un minimum de trois et sans maximum, et des membres observateurs. Les membres ont les droits fixés dans la loi et dans les présents statuts.

Les membres seront seulement des sociétés Belges ou étrangères, répondant aux critères qui suivent, sont éligibles en tant que Membre. L'assemblée générale peut arrêter des listes de sociétés répondant à priori à cette qualité même si ces sociétés ne demandent pas de devenir membres.

6.2. Tout Membre doit répondre aux exigences suivantes :

##### **a) Fonction économique**

*(Valable pour les Membres effectifs et les Membres observateurs)*

Le Membre doit démontrer être, selon la loi de son pays, être une contrepartie centrale (CC) dans des contrats financiers, des marchés d'actions ou des contrats de marchandises (que ce soit avec du cash ou des dérivés; que ce soit négocier sur un marché ou échanger) ou assumer la responsabilité d'assurer la performance de contrats négociés sur un marché sans interposition légale. Toutes autres fonctions ou activités devraient typiquement être secondaires mais l'éligibilité sera déterminée selon que la fonction de

may include, inter alia, the following: receipt of legacies and donations; occasional undertaking of specific activities including those which generate income; holding of temporary or limited property rights; merger with any other association or foundations having a similar or complementary goal; entering into and discharging or terminating contracts; make payments; make acquisitions; make sales; and any other lawful activity necessary to pursue the objectives and activities specified in these Statutes.

#### **ARTICLE 5 – DURATION**

5.1. The current Association is established for an unlimited period.

### **CHAPTER II – THE MEMBERSHIP**

#### **ARTICLE 6 – THE REQUIREMENTS FOR MEMBERSHIP**

6.1. The Association shall have full Members, with a minimum of three Members but without a maximum, and observer Members. The rights of Members are fixed by the applicable laws and the present Articles.

The Members are corporate bodies established and incorporated in Belgium or in other countries and respecting the conditions of Membership. The General Assembly may determine a list of corporate bodies that *a priori* have this quality, even if those organisations do not apply to become Members.

6.2. All Members shall fulfil the following requirements:

##### **a) Economic function**

*(Valid for both full and observer Members)*

The Member must either interpose itself legally as a central counterparty (CCP) to financial, equity or commodity contracts (whether cash or derivatives; whether traded on- or off-exchange) or assume equivalent responsibility for ensuring the performance of traded contracts without legal inter-position. Any other functions or activities should typically be secondary, but eligibility will be determined on the basis of whether the central counterparty function or equivalent responsibility is undertaken.

contrepartie centrale, ou de responsabilité équivalente, est assurée.

**b) Autorisation et statut réglementaire**

Pour ce qui est des Membres effectifs, chaque Membre effectif doit être autorisé, par l'autorité réglementaire ou l'autorité de contrôle d'un ou plusieurs pays en Europe, d'entreprendre des activités de compensation à contrepartie centrale (telles que définies ci-avant) indépendamment qu'il y ait un statut de contrepartie centrale spécifique qui ait été défini. Une approbation par une autre autorité réglementaire ou de contrôle peut également être acceptée, mais est soumise à approbation par EACH lors d'une Assemblée Générale, si la société a son activité principale en Europe. Aux fins des présents statuts « Europe » signifie le continent géographique de l'Europe et n'est pas limitée à l'Union Européenne.

Pour ce qui est des Membres observateurs, chaque Membre observateur doit être autorisé comme une QCCP (*qualifying central counterparty*) en lien avec *Basel III* et le *Principles for Financial Market Infrastructures* (PFMIs), par l'autorité réglementaire ou l'autorité de contrôle de sa juridiction extra-européenne.

Lorsque plus d'une contrepartie centrale intervient en tant que personne morale distincte au sein du même groupe économique, chaque contrepartie centrale aura la qualité de Membre à part entière.

**c) Loi applicable et étendue géographique**

Le Membre effectif doit prévoir des activités de compensation et de contrepartie centrale au sein de l'Europe mais ne doit pas se limiter uniquement à Europe. Les activités principales de compensation du Membre en Europe doivent s'effectuer conformément aux lois d'un ou de plusieurs pays d'Europe. Le Membre doit être intégré en Europe.

Le Membre observateur doit être établi légalement en dehors de l'Europe. Aux présents statuts, il faut entendre « Europe » comme étant le continent européen et non limité à la zone de l'Union Economique Européenne. Les

**b) Authorisation and regulatory status**

In the case of full Member, the Member must be authorised by the regulatory or supervisory authority of one or more countries in Europe to undertake central counterparty clearing activities (as defined above), regardless of whether there is a specific central counterparty regulatory status defined. Authorisation from another regulatory or supervisory authority may be accepted as fulfilling the requirement, subject to approval at a General Assembly, if the central counterparty has significant activity in Europe. For the purpose of these Articles, "Europe" means the continent of Europe and is not limited to the European Union or the European Economic Area.

In the case of observer Member, the observer Member must be authorised as a QCCP (qualifying central counterparty) in line with Basel III<sup>5</sup> and the Principles for Financial Market Infrastructures (PFMIs)<sup>6</sup> by the regulatory or supervisory authority of its jurisdiction outside of Europe.

Where more than one CCP operates as a separate legal entity in the same corporate group, each CCP shall have a separate Membership of the Association.

**c) Applicable law and geographical scope**

The full Member must provide CCP clearing services within, but not necessarily restricted to, Europe. The core clearing services of the Member provided in Europe must operate under the laws of one or more of the countries of Europe. The Member must be incorporated in a European country.

The observer Member shall be legally established outside of 'Europe'. For the purpose of these Articles, "Europe" means the continent of Europe and is not limited to the European Union or the European Economic Area. CCPs

<sup>5</sup> <http://www.bis.org/publ/bcbs227.pdf>

<sup>6</sup> <http://www.bis.org/cpmi/publ/d101a.pdf>

contreparties centrales (CCPs) établies en Europe ne peuvent être membre observateur, elles doivent être membre effectif de l'association.

**d) Activité**

(Valable pour les Membres effectifs et les Membres observateurs)

Il n'est pas obligatoire que le Membre ait commencé ses activités de compensation, pour autant qu'il réponde aux autres critères repris ci-dessus. Toutefois, une inactivité prolongée engendrera une reconsidération de la part d'EACH en ce qui concerne les bénéfices réciproques de cette participation au sein du groupe.

**e) Intérêt matériel dans la compensation à contrepartie centrale en Europe**

Le Membre observateur doit avoir un intérêt matériel dans la compensation à contrepartie centrale en Europe.

Cela pourra être prouvé par la satisfaction d'un des critères suivants :

- être autorisé par EMIR comme étant reconnu comme une CCP d'un pays tiers;
- fournir des services de compensation et de contrepartie centrale à un Membre de compensation et de contrepartie centrale en Europe ;
- fournir des services de compensation et de contrepartie centrale à une plateforme de négociations établi en Europe ;
- fournir des services de compensation et de contrepartie centrale pour des produits libellés dans la monnaie d'une juridiction européenne ».

**ARTICLE 7 – ACQUISITION DE LA QUALITE DE MEMBRE**

7.1. Un candidat Membre rédigera une demande d'adhésion écrite adressé au Président du conseil d'administration d'EACH, selon la forme arrêtée par le la première assemblée générale. La demande d'adhésion doit être faite en anglais.

Le Conseil d'Administration décidera de la recevabilité de la demande et peut également demander des informations complémentaires.

located in Europe are not eligible for Observer Member status and must become full members of the association

**d) Activity**

*(Valid for both full and observer members)*

The Member need not have begun its clearing activities, provided that it meets the other requirements. However, prolonged inactivity will prompt re-consideration of the mutual benefits of its continued Membership.

**e) Material interest in Central Counterparty clearing in Europe**

The observer Member must have a material interest in Central Counterparty clearing in Europe. This could be demonstrated through fulfilment of one or more of the following criteria:

- Licensed under EMIR as a 'recognised third country CCP'
- Providing clearing services to a clearing member(s) established in Europe
- Providing clearing services to a trading venue(s) established in Europe
- Providing clearing services for products denominated in the currency of a European jurisdiction

**ARTICLE 7 – APPLICATION FOR MEMBERSHIP**

7.1. An applicant seeking Membership of EACH shall send a written application in the form shown in Appendix A of the EACH By-Laws to the Chairman of EACH. The application must be in English.

The Board will decide whether the application is acceptable and may request further information from the applicant.

Si la demande d'adhésion est recevable, le Président invite le candidat à faire une présentation à la prochaine Assemblée Générale, à condition que la demande d'adhésion soit transmise au moins un mois avant la date de cette Assemblée Générale.

7.2. Les candidatures peuvent être faites avant la réception de l'autorisation de l'autorité de contrôle du candidat, et dans ce cas, s'il est admis, le candidat pourrait bénéficier de la qualité de Membre provisoire (qui sera effectif dès que le candidat aura reçu l'autorisation) pour autant que cette autorisation est reçue pas plus de six mois après la décision d'approbation.

7.3. Le candidat devra effectuer une présentation devant l'Assemblée Générale décrivant ses services, procédures et opérations en référence à.

i. Toute Recommandation européenne ou Principes pour les CCC et ;  
Les Recommandations de Risques Supplémentaires d'EACH

7.4 La qualité de membre est acquise à la condition que l'assemblée générale approuve la candidature à la majorité des deux tiers. L'assemblée générale est souveraine et peut décider de manière discrétionnaire l'admission ou non de tel ou tel candidat.

## **ARTICLE 8 – PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE**

8.1. La qualité de Membre sera perdue, par démission, un mois après que le Président du conseil d'administration d'EACH ait reçu la lettre de démission.

Elle sera également perdue le 1<sup>er</sup> du mois qui suit la date à laquelle le membre ne respecte plus les conditions d'admission.

8.2. L'exclusion des membres est prononcée par l'assemblée générale à la majorité des 2/3 des voix pour non-respect des statuts, pour motif grave, s'ils entravent volontairement la réalisation du but de l'association ou s'ils présentent un risque de réputation pour l'association ou pour toute autre cause constatant la rupture de *l'affectio associatis*. Le

If the application is acceptable the Chairman will invite the applicant to make a presentation at the next General Assembly provided that the application was received at least one month before the date of that Assembly.

7.2. Applications may be made prior to the receipt of the applicant's supervisory authorisation, and provisional Membership may be granted (to be effective when the applicant receives its authorisation) provided that authorisation is received no longer than six months after the provisional approval.

7.3. When its application is judged to be acceptable, the applicant will be invited to make a presentation to the General Assembly describing its services, procedures and operations with reference to all applicable global or European Regulations or Principles for CCPs and;

7.4. Membership is granted if the General Assembly approves the application with at least a majority of two-thirds. The General Assembly is sovereign and may decide about the admission or not, on a discretionary basis.

## **ARTICLE 8 – TERMINATION OF MEMBERSHIP**

8.1. Membership will be terminated one month after a written letter of resignation has been received by the Chairman.

Membership will be terminated on the first day of the month following the date on which the Member ceased to respect the conditions of Membership.

8.2. The expulsion of a Member will be decided by the General Assembly, with expulsion requiring two-thirds of those voting to support the proposal to expel. The grounds for expulsion are: serious non-respect for the Memorandum of Articles; prevention or frustration of the realisation of the goals of the Association; behaviour likely to risk the good reputation of

membre dont l'exclusion est demandée peut personnellement ou par un avocat présenter sa défense par oral ou par écrit. Il est convoqué au moins 15 jours avant la date de l'assemblée. La décision de l'assemblée générale ne doit pas être motivée ni ne répondre à la défense présentée

8.3 Le Conseil d'Administration peut, en attendant une décision de l'assemblée générale, suspendre les membres qui ont ou sont soupçonnés d'avoir commis une infraction grave aux statuts, à la loi ou s'ils entravent volontairement la réalisation du but de l'association ou s'ils présentent un risque de réputation pour l'association.

8.3. Tout Membre qui perd la qualité de membre n'aura aucun droit sur les actifs de EACH ni réclamer le remboursement de cotisations ou de sommes généralement quelconques. Ils ne peuvent réclamer, requérir, relever ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaire. Ils restent par contre tenus au paiement des cotisations et autres rétributions qui leur incombent.

## **ARTICLE 9 – CONTRIBUTION / COTISATIONS**

9.1. Chaque année, l'Assemblée Générale décide du montant des cotisations des Membres. Les opérations de l'association seront financées par une cotisation annuelle payée par tous les Membres.

9.2. Après l'Assemblée Générale donnant son approbation sur les cotisations annuelles, le Trésorier fera la demande de cotisations en envoyant une facture à tous les Membres, au plus tard trois mois avant la clôture annuelle des comptes, soit au plus tard le 30 septembre. Toutes cotisations seront payables en Euros. Une cotisation devra être payée par tout Membre de l'Association dont la qualité de Membre est effective à la date de l'Assemblée Générale lors de laquelle le montant de la cotisation annuelle aura été voté.

the Association; or for any other reason causing a breach in the *affectio associatis*. The Member considered to have given cause for expulsion may personally or through a lawyer present an oral or written defence. The Member in question will be informed of the intention to consider its expulsion from the Association at least fifteen days before the date of the meeting of the General Assembly that will be asked to vote on the matter. The decision of the General Assembly does not have to be based on or respond to any defence presented by or for the Member.

8.3. The Board may, while waiting for a decision of the General Assembly, suspend a Member that is suspected of having given cause for expulsion.

8.4. Any Member expelled from the Membership shall have no claim on the assets of EACH, and no right to claim the reimbursement of membership fees or any money or to ask for any restatement of accounts, novation of legal documents, or for an inventory of the assets of the Association. But they remain obliged to pay any outstanding fees and other contributions to the Association.

## **ARTICLE 9 – CONTRIBUTION / MEMBERSHIP FEES**

9.1. Each year the size of Members' annual contributions will be decided at a meeting of the General Assembly. The cost of the Association's operations shall be financed by an obligatory annual contribution paid by all Members.

9.2. After the meeting of the General Assembly approving the size of the annual contribution, the Treasurer will call for contributions by sending an invoice to all Members at the latest three months before the closure of the annual accounts (i.e., 30<sup>th</sup> of September at the latest). All contributions must be paid in Euro. Contributions will be requested from all Members of the Association whose Membership is effective at the date of the meeting of the General Assembly at which the size of annual contribution was agreed.



9.3. Si une Organisation devait devenir un nouveau Membre dans le courant de l'année (après l'Assemblée Générale approuvant les cotisations annuelles), il paiera sa première cotisation un mois après l'Assemblée Générale qui aura approuvé sa qualité de Membre. Le montant de la cotisation sera calculé par rapport à la cotisation annuelle au prorata de mois complets à compter de l'Assemblée générale ayant approuvé sa qualité de Membre. Si un Membre devait perdre sa qualité de Membre en cours d'année, il ne pourra demander un quelconque remboursement de sa cotisation.

9.4 Les droits des Membres observateurs :

1. Le Membre observateur devra être repris en cette qualité sur le site internet d'EACH, ainsi que sur la liste des Membres d'EACH ;
2. Le Membre observateur pourra participer aux Assemblées Générales en tant qu'observateur sans droit de vote ;
3. Le Membre observateur pourra participer, à la discrétion du Conseil d'administration dépendant de l'intérêt du sujet pour les CCPs extra-européennes, à tout événement extérieur public ou privé organisé par l'Association ;
4. Le Membre observateur pourra participer, à la discrétion du Conseil d'administration dépendant de l'intérêt du sujet pour les CCPs extra-européennes, aux discussions journalières et aux réunions de travail de l'Association ;
5. Le Membre observateur aura accès aux documents finaux suivants, fournis par l'Association : agendas des comités, des groupes de travail et de l'Assemblée générale ; minutes ; réponses consultatives ; livres blancs ; « *private papers* » à condition d'obtenir l'autorisation à cet effet du Conseil d'administration ;
6. Le Membre observateur n'aura aucune possibilité d'apporter des modifications aux documents émanant d'EACH ».

9.3. Should an organisation gain Membership during the year (after the meeting of the General Assembly that approved the annual contribution), its first annual contribution will be due one month after the date of the General Assembly where the Membership was approved and, in a quantity, equal to the annual contribution fee pro-rated to the number of full months left since the date of the General Assembly where the Membership was approved'. Should a Member terminate its Membership during the year it cannot claim any refund of its contribution.

9.4 Rights of observer Members:

1. The observer Member shall be listed as such on the EACH website as well as in the list of EACH Members.
2. The observer Member shall have the possibility to attend the EACH General Assembly as an observer without voting rights.
3. The observer Member shall participate, at the discretion of the Board depending on the interest of the relevant subject for non-European CCPs, in external events (public or private) organised by the Association.
4. The observer Member shall participate, at the discretion of the Board depending on the interest of the relevant subject for non-European CCPs, in the day-to-day discussions and working meetings of the Association.
5. The observer Member shall have access to the following final documents produced by the Association: Agendas of committees, working groups and general assembly; minutes; consultation responses; white papers; private papers subject to the agreement of the Board.
6. The observer Member shall have no possibility of editing EACH documents.

### **CHAPITRE III - L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### **ARTICLE 10 – POUVOIRS**

10.1. L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association de telle sorte qu'elle a tous les pouvoirs que la loi lui assigne et tous ceux utiles ou nécessaires pour atteindre et réaliser le but et l'objet de l'association.

### **CHAPTER III - GENERAL MANAGEMENT BODY - GENERAL ASSEMBLY**

#### **ARTICLE 10 – POWERS**

10.1. The General Assembly is the sovereign body of the Association. It shall have all the powers that are assigned by the applicable laws or necessary to achieve the goals of the Association.

En particulier, elle a le pouvoir de décision à propos de :

- L'admission de nouveaux membres;
- La modification des présents Statuts;
- La nomination ou révocation des Administrateurs et parmi les administrateurs nommer un Président, et un Trésorier;
- La nomination et la révocation d'un Secrétaire pour l'Association, qui peut être une personne non membre et qui aura en charge, sous la surveillance et avec autorisation du Conseil d'Administration, la préparation des assemblées générales, la préparation des réunions du Conseil d'Administration (à la demande du Président), la rédaction d'articles techniques, donner réponse aux demandes adressées à EACH et à la correspondance officielle d'EACH, assister dans toutes les tâches administratives de l'association, collaborer avec les comités de travail et tenir les dossiers des membres, à l'exception des tâches réservées au Trésorier;
- Approuver le budget annuel et les comptes ;
- La décharge aux administrateurs et commissaires ;
- Décider de la dissolution volontaire de l'association ;
- La transformation éventuelle de l'association ;
- La détermination de la cotisation ;
- Octroyer la qualité de Membre et l'exclusion d'un Membre;
- Elire et décider de la décharge d'un secrétaire au sein de l'Assemblée Générale pour un mandat de deux ans ;
- Désigner et décider de la décharge d'un président pour l'Assemblée Générale pour un mandat de deux ans;
- Elaborer les règlements d'ordre intérieur;

10.2. Au cours du premier semestre de chaque année civile, il est tenu au moins une assemblée

In particular, it shall have the power to decide on:

- Amendments to the Articles;
- Decisions on the admission of new Members and the expulsion of Members;
- Appointments or dismissals of Directors of the Association, and the appointment from amongst the Directors of a Chairman and a Treasurer;
- Appointments or dismissals of Secretaries of the Association. Such Secretaries, who can either be unconnected to a Member company or an employee of a Member company, will have responsibility for, under the supervision of and with the authorisation of the Board, the preparation of meetings of the General Assembly, the preparation of meetings of the Board (if required by the Chairman), the development of technical papers, responses to consultations and official correspondence of the Association and will also be charged with discharging the administrative tasks of the Association other than those of the Treasurer, assisting the working committees and maintaining the Membership records;
- Approval of the annual accounts and budget;
- Allocation of tasks to the Directors of the Association and the auditors and acceptance and formal sign-off of the satisfactory discharge of those tasks;
- Decisions on the voluntary dissolution of the Association.
- Decisions on the possible transformation of the Association;
- Determination of the size of annual contributions;
- Determination of the rules of procedure of meetings of the General Assembly.

10.2. During the first half of each year, at least one meeting of the General Assembly will be

générale ordinaire pour l'approbation des comptes de l'année écoulée et du budget de l'année suivante. Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées par le conseil d'administration ou à la demande d'au moins un cinquième des membres de l'association.

#### **ARTICLE 11 – COMPOSITION**

11.1. L'Assemblée Générale est composée de tous les Membres par le biais de leurs représentants légaux ou dument mandatés qui doivent justifier de leurs pouvoirs. Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre dûment mandaté à cet effet sans qu'un membre ne puisse être porteur de plus de deux procurations.

11.2. Les membres peuvent être assistés ou accompagnés de personnes dument mandatée par eux mais seul le représentant légal ou mandaté à cet effet à la parole et peut voter, sauf accord à l'unanimité.

11.3. Si les membres sont dans l'impossibilité de se réunir physiquement, ils peuvent se réunir par vidéo-conférence ou conférence-téléphonique.

#### **ARTICLE 12 – REUNIONS**

12.1. La date, place et heure de la réunion tout comme l'ordre du jour sera fixé par le Secrétaire (qui inscrit chaque point demandé par au moins deux membres) lors de l'invitation à la réunion et sera envoyé à tous les Membres, par poste, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication écrite, et ce au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion.

12.2. L'Assemblée Générale sera réunie à la demande d'un cinquième de ses Membres. Adressée au secrétaire général.

12.3. L'assemblée générale est présidée par le Président et à défaut, l'Assemblée Générale pourra nommer un Président remplaçant.

held to approve the accounts for the preceding year and to approve the budget for the following year. Extraordinary meetings may be called by the Board or at the request of at least one-fifth of the Members of the Association.

#### **ARTICLE 11 – COMPOSITION**

11.1. The General Assembly shall be composed of all Members through their legal representatives or by those delegated to represent them provided that such delegation is documented and justified. A Member may be represented by another Member legally mandated for this purpose but no Member may act for more than one other Member in such a capacity.

11.2. Members may be assisted or accompanied by persons validly mandated by them, but only the legal representative or the person duly authorized for this purpose shall have the right to speak and to vote, except with the unanimous agreement of the General Assembly to grant exceptional treatment.

11.3 If members cannot meet in person, they could meet by video or conference call.

#### **ARTICLE 12 – MEETINGS**

12. 1. The date, place and time of the meeting as well as the agenda shall be set by the Secretary (who shall include each item requested by at least two members) in the invitation to the meeting and shall be sent to all Members, by mail, fax, e-mail or any other means of written communication, at least fifteen (15) days before the date of the meeting.

12.2. The General Assembly may decide to hold an extraordinary meeting on the request of one-fifth of its Members.

12.3. The General Assembly shall be chaired by the Chairman of the Association. In the event of the unavailability of the Chairman, the General Assembly shall elect a temporary Chairman, who will chair proceedings.

### **ARTICLE 13 – DECISION**

13.1. L'assemblée générale ne peut statuer que si au moins 50 % de ses membres sont présents ou représentés. A défaut, une deuxième convocation doit être envoyée et l'assemblée reconvoquée dans un délai de 3 semaines. Dans ce cas, la seconde assemblée peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que sur les points expressément mis à l'ordre du jour sauf accord à l'unanimité.

13.2. Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix des Membres présents ou représentés. Chaque Membre aura une voix, sauf les cas où la loi ou les présents statuts en a décidé autrement.

Les décisions concernant les modifications des statuts, l'exclusion des membres effectifs ou adhérents ou la dissolution volontaire ne peuvent être prises qu'aux conditions fixées au Code des Sociétés et Associations.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante

13.3. Toutes les résolutions sont signées par le Président de l'Assemblée Générale et le Secrétaire et seront conservées dans un registre spécial en prévision d'un usage potentiel par les Membres. Ce registre est conservé au siège où tous les membres peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre. Tout membre peut demander des extraits signés par le président ou le secrétaire Les tiers justifiant d'un intérêt peuvent demander des extraits relatifs à des points qui les concernent signé par le Président. Le Président peut décider, dans l'intérêt social, discrétionnairement, de ne pas communiquer ces extraits.

### **ARTICLE 13 – DECISION MAKING**

13.1. A meeting of the General Assembly may only take decisions binding on the Association if at least 50% of its Members are present or represented. If for whatever reason it is not possible to achieve this level of participation, a second date will be set within three weeks of the first date and notified to the Members. In this case, the second meeting may take binding decisions regardless of the number of Members present or represented. The General Assembly may validly deliberate on all the items on the agenda but with the unanimous agreement of those present may decide not to undertake such deliberations in relation to one or all of the items.

13.2. The decisions of the General Assembly will be taken on the basis of a simple majority of the votes of the Members present or represented. Each Member shall have one vote, except in cases where the applicable laws or the Articles allocate votes in a different manner.

Decisions concerning the modification of the Articles, the expulsion of Members, and the voluntarily dissolution of the Association can only be taken in accordance with the conditions set out in the Code of Companies and Associations.

Should the votes for and against a decision be equal, the vote of the Chairman shall be decisive.

13.3. All Resolutions of the Association shall be documented by the Chairman and the Secretary. Documented Resolutions will be kept in a special register and made available for consultation by Members. Insofar as this register contains the original documented documents, it shall be held at the registered office and may not be removed from that office. Any Member may ask for documented copies from the register. A third party that justifies an interest may request a documented copy from the register of any item that affects it. The Chairman may decide, in the interests of the Association, at his sole discretion, not to supply copies from the register.

## CHAPITRE IV - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### ARTICLE 14 – POUVOIRS

14.1. L'association est gérée par un conseil d'administration. Le Conseil d'Administration exécute les décisions de l'assemblée générale et administre l'association. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association sauf ceux que la loi ou les statuts réservent expressément à l'assemblée générale.

14.2 Le conseil d'administration engage par ses décisions et représente valablement l'association, sans procuration spéciale de l'assemblée générale, dans toutes questions rentrant dans la réalisation de son but et de son objet Il en est notamment ainsi dans toutes les affaires judiciaires et extra-judiciaires. Il agit en tant que demandeur ou défendeur dans toutes les actions et décide des recours. Il en est aussi ainsi notamment dans les contrats ou actes juridiques quotidiens Vis à vis des tiers, l'association est représentée et engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs.

14.3. Le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs à un ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, agissant individuellement conjointement ou en collège.

La décision de délégation est prise à la majorité simple des membres du conseil pour autant que la moitié des membres soient présents ou représentés.

A titre indicatif, la gestion journalière comprend le pouvoir d'accomplir les actes suivants (pour autant qu'ils n'excèdent pas un montant de 3500 € indexé (s'il ne s'agit pas d'un administrateur) conformément à l'évolution de l'indice belge des prix à la consommation, par projet, opération, décision ou paiement concerné :

- Prendre toute mesure nécessaire ou utile à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration
- Signer la correspondance journalière

## CHAPTER IV - THE BOARD

### ARTICLE 14 – POWERS

14.1. The Association shall be managed by a Board which shall carry out the decisions of the General Assembly and manage the Association. The Board shall have comprehensive powers in relation to the administration and management of the Association except those expressly reserved to the General Assembly by applicable laws and these Articles.

14.2. The Board is empowered to represent the interests of the Association, without the need for any special proxy from the General Assembly, in all questions related to the realisation of the goals and objectives of the Association. In particular, this is the case in all legal matters. It shall act as appellant or defendant in any legal proceedings and shall decide on appeals made to the Association. It shall have day-to-day responsibility for the affairs of the Association and is empowered to act on behalf of the Association in relation to third parties, on the basis of the joint signatures of two members of the Board.

14.3. The Board may delegate certain powers to one or several persons, Directors or otherwise, acting individually or jointly.

The decision to delegate shall be taken on the basis of a simple majority of the Members of the Board, provided that at least 50% of the Members are present or represented).

The powers to manage the day-to-day affairs of the Association shall include the following, subject to there not involving amounts greater than €1.500,00, with that value being indexed to the official Belgian consumer price index, per project, operation, decision or related payment:

- The taking of any necessary or useful measures to implement the decisions of the Board;
- To sign the routine correspondence of the Association;

- Prendre ou donner tout bien meuble ou immeuble en location et conclure tout contrat de leasing relatif à ces biens
- Réclamer, toucher, recevoir toutes sommes d'argent, tous documents et biens de toutes espèces et en donner quittance
- Effectuer tous paiements
- Conclure tout contrat avec tout prestataire de services indépendant ou fournisseur de l'association, en ce compris tout établissement de crédit, entreprise d'investissement, fonds de pension ou compagnie d'assurance
- Faire et accepter toute offre de prix, passer et accepter toute commande et conclure tout contrat concernant l'achat ou la vente de tout bien meuble ou immeuble, en ce compris tous instruments financiers
- Signer tous reçus pour des lettres recommandées, documents ou colis adressés à l'association)
- To rent or to rent out any property or equipment and to conclude any leasing contracts regarding such property or equipment;
- To claim, to receive any money, any document and any goods and to provide receipts for those items;
- To make payments;
- To conclude any contracts with any independent service provider or providers of the Association, or with any bank, investment company, pension plan or insurance company;
- To make and accept any offer, make and accept any order, and conclude any contract regarding the purchase or the selling of any assets, property or equipment, including financial instruments;
- To sign the receipts for registered letters, documents or packages addressed to the Association.

Le mode de cessation de fonctions du délégué à la gestion journalière est identique à ce qui est prévu pour la fonction d'administrateur.

The cessation form of the delegated persons in charge of the management of the day-to-day affairs is identical to the one foreseen for the Directors.

#### **ARTICLE 15 – COMPOSITION**

15.1. Le Conseil d'Administration est composé d'au moins trois Administrateurs, personnes physiques. Ils exercent leurs pouvoirs de manière collégiale.

#### **ARTICLE 15 – COMPOSITION**

15.1. The Board shall comprise at least three Directors, who shall be natural persons and not corporate entities. The Directors will exercise their powers in a collegiate fashion.

15.2. Les Administrateurs sont élus par l'Assemblée Générale décidant à la majorité des membres sur le nom de chaque administrateur qui se présente. Les Administrateurs doivent être désignés par une des associations affiliées à EACH. Ils exercent leurs mandats à titre gratuit.

15.2. The Directors shall be appointed by the General Assembly who shall cast their votes for the candidates applying for the vacant positions. The successful candidates will be decided on the basis of a simple majority of votes cast. Candidates must be nominated by at least one of the Members of EACH. Directors appointed after voting by the General Assembly will not be paid for the exercise of their duties.

15.3. Ils sont nommés pour un mandat de deux ans, avec la possibilité de le renouveler sans limite de nombre de mandat.

15.3. Directors are nominated for a two-year term, with the possibility of extension without limitation of the number of terms served.

15.4. Le mandat prendra fin pour cause de mort, de démission, d'incapacité, de révocation ou d'expiration du mandat.

15.4. The term of a Director will end in case of death, resignation, civil incapacity, revocation or expiration of the term.

La démission des administrateurs doit être adressée par écrit au président et ou au conseil d'administration. La démission doit, pour être effective, être acceptée par le conseil d'administration.

La révocation d'un administrateur est prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers pour autant que deux tiers des membres soient présents ou représentés. La révocation peut être prononcée pour toute cause discrétionnairement fixée par l'assemblée et notamment pour sanctionner toute action ou omission lésant gravement les intérêts de l'association ou s'il entrave volontairement la réalisation du but de l'association ou s'il présente un risque de réputation pour l'association.

15.5 Dans le cas d'un mandat vacant, le Conseil d'Administration peut nommer un remplaçant jusqu'au terme du mandat.

Resignation from the position of Director must be made in writing to the Chairman and/or to the Board. The resignation, to be effective, has to be accepted by the Board.

The dismissal of a Director shall be decided by the General Assembly with a majority of two-thirds of the votes cast provided that two-thirds of the members are present or represented. Dismissal may be decided for any reason adopted at its sole discretion by the General Assembly and notably in response to any act or omission that has serious adverse consequences for the interests of the Association or in response to behaviour by the Director that prevents the realisation of the Association's goals or damages the reputation of the Association.

15.5. In case of a vacant Directorship the Board is empowered to nominate a substitute to fill the position until the expiry of the period of office.

#### **ARTICLE 16 – REUNIONS**

16.1. Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre et plus si nécessaire, sur invitation du Président ou d'au moins deux Administrateurs.

16.2. Cette invitation doit être envoyée par post, fax, e-mail ou tout autre moyen écrit de communication. Elle mentionne les lieux et l'heure de la réunion ainsi que les points à l'ordre du jour. Si les membres sont dans l'impossibilité de se réunir physiquement, ils peuvent se réunir par vidéo conférence ou par conférence téléphonique.

#### **ARTICLE 16 – MEETINGS**

16.1. The Board shall meet at least once a quarter and more frequently if necessary upon the invitation of the Chairman or at least two other Directors.

16.2. Invitations to meetings should be sent by post, fax, e-mail or any other form of written communication, and should specify the place and the time of the meeting as well as the items on the agenda. Meetings may be held by conference call or video conference if the Members cannot meet physically.

#### **ARTICLE 17 – DECISIONS**

17.1. Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer et prendre des décisions seulement si au moins deux-tiers de ses Membres sont présents ou représentés.

17.2. Un Administrateur peut être représenté par un autre si ce dernier à un mandat à cet effet. Un Administrateur ne peut représenter plus d'un Administrateur.

#### **ARTICLE 17 – DECISION MAKING**

17.1. The Board is empowered to take decisions only if at least two-thirds of its Members are present or represented.

17.2. One Director may not represent more than one other Director by proxy.

17.3. Les résolutions sont adoptées à la majorité simple des Administrateurs présents ou représentés. Dans le cas d'une parité des votes, la voix du Président est prépondérante.

17.4. Les Résolutions sont signées par le Président et au moins un Administrateur et seront sauvegardées par le Secrétaire au siège social ou dans un registre électronique et disponible à la consultation éventuelle par les Membres.

17.3. Decisions are adopted by simple majority of those Directors present or represented. Should the votes for and against a decision be equal, the vote of the Chairman shall be decisive.

17.4. Decisions should be formally documented, signed by the Chairman and at least one other Director, kept in hard copy at the registered office or in electronic form by the Secretary, and made available to Members on request.

## **CHAPITRE V- REPRESENTATIONS ET RESPONSABILITES**

### **ARTICLE 18 – REPRESENTATION**

18.1. Sauf délégation prévue à l'article 18.3, tous les actes engageant l'AISBL doivent être signés par deux Administrateurs.

18.2. L'AISBL sera représentée en justice, tant qu'en tant que demanderesse qu'en tant que défenderesse, par le Président, ou un autre Administrateur désigné par le Conseil d'Administration.

18.3 Le Conseil d'Administration peut désigner un ou plusieurs administrateurs qui représentent valablement l'association à l'égard des tiers. Cette décision est prise à la majorité simple des membres du conseil (pour autant que la moitié des membres soient présents ou représentés Les pouvoirs sont exercés individuellement, si une seule personne est désignée conjointement ou en collège si plusieurs personnes sont désignées. Les personnes représentant l'association au titre de l'article 18, peuvent notamment représenter l'association à l'égard de toute autorité, administrateur ou service public, en ce compris la signature des attestations et certificats divers à fournir aux autorités publiques notamment en matières sociales et fiscales; représenter l'association en justice tant en tant que demandeur qu'en tant que défendeur, procéder aux formalités pour le dépôt de documents au greffe et les publications au Moniteur Belge

Le mode de cessation de fonctions des personnes habilitées à représenter valablement

## **CHAPTER V – REPRESENTATION AND RESPONSIBILITIES**

### **ARTICLE 18 – REPRESENTATION**

18.1. All acts binding on the Association must be signed by two authorised Directors.

18.2. The Association shall be represented in any legal proceedings, whether as appellant or defendant, by the Chairman, or another Director as designed by the Board.

18.3. The Board may appoint one or several Directors, to represent the Association in relation to third parties. Such appointments shall be taken on the basis of a simple majority of the members of the Board if at least 50% of the members are present or represented. The powers are to be exercised individually if one person is appointed and jointly if several persons are appointed. The person or persons representing the Association, in accordance with Article 18, may represent the Association in relation to any authority, public service or officer of another company or association. Such representatives may also sign any attestations and certificates that have to be provided to the public authorities, in particular in social and fiscal matters. The representatives may also represent the Association in legal proceedings as appellant or defendant and discharge the formalities regarding the deposit of documents at the Court's Office and publications in the Moniteur Belge.

The cessation form of the representatives of the Association is identical to the one foreseen for the Directors.



l'association est identique à ce qui est prévu pour la fonction d'administrateur.

#### **ARTICLE 19 – RESPONSABILITE**

19.1. L' AISBL EACH est responsable des actes commis par ses organes et ses représentants.

19.2. Les Administrateurs ne sont pas personnellement responsables des obligations de l' AISBL. Leur responsabilité est limitée à l' exécution de leur mandat et les fautes commises dans l' exercice de leurs fonctions.

19.3. Les Membres de l' AISBL ne sont pas personnellement responsables pour les contrats de l' AISBL.

#### **ARTICLE 19 – RESPONSIBILITY**

19.1. The Association is responsible for acts committed by the Board and representatives.

19.2. The Directors are not personally liable for the Association's obligations. Their responsibility is limited to the execution of their mandate and any errors committed in the performance of their functions.

19.3. The Association's Members are not personally liable for the Association's contractual obligations.

#### **CHAPTER VI – BUDGET/FINANCE**

##### **ARTICLE 20 - OUVERTURE DE COMPTE**

20.1 Le Trésorier s' occupe de la gestion journalière et est la personne autorisée à ouvrir un compte bancaire, mais si nécessaire il peut déléguer son pouvoir à un gérant.

20.2 Le Trésorier ou le gérant ainsi que tout autre Membre du Conseil d' Administration ont le pouvoir de signer et d' effectuer les opérations bancaires. Tout membre signataire autorisé peut autoriser des paiements et retraits jusqu' à 3.500 EUR. Tout retrait ou paiement de 3.500 EUR ou plus doivent être autorisés par deux Membres signataires autorisés.

20.3 Le Trésorier est également chargé de la gestion des dépenses de budget de l' Association

20.4. L' Assemblée Générale désignera chaque année, pour l' année qui suit, un commissaire parmi ses membres effectifs chargé de vérifier les comptes de l' association et de lui présenter un rapport. Le Conseil d' Administration communiquera au commissaire ses projets de comptes et de budgets 15 jours avant l' assemblée.

#### **CHAPTER VI – BUDGET/FINANCES**

##### **ARTICLE 20 - OPENING OF BANK ACCOUNTS**

20.1. The Treasurer is charged with the management of the cash balances of the Association but may appoint, if necessary, a person authorised to open bank accounts and to undertake day-to-day operations by delegation.

20.2. The Treasurer, the authorised person in accordance with Article 20.1, and any member of the Board may be authorised signatories for the bank accounts of the Association. Any one signatory may authorize withdrawals or payments up to €3.500. Any withdrawals or payments of €3.500 or greater must be authorized by two signatories.

20.3 The Treasurer is also charged with the faithful management of the expenditure of the Association's budget

20.4. The General Assembly shall appoint each year, for the following year, an internal auditor from the membership. The appointee will be in charge of the verification of the accounts of the Association and will present a report to the General Assembly. The Board will communicate its draft accounts and budget to the auditor and the budgets at least 15 days prior to the meeting of the General Assembly.  
Board

## CHAPITRE VI – BUDGET/ FINANCE

### ARTICLE 21 – COMPTES ANNUELS

21.1. L'année comptable prend cours le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année.

21.2 Le Conseil d'Administration soumet chaque année à l'assemblée générale le projet de budget pour l'exercice suivant ; il lui soumet également pour approbation les comptes de l'exercice qui précède, établis conformément à l'article 3:47 du Code des Sociétés et Associations. Si l'association atteint deux des trois critères fixés par article III. 84 du Code de Droit Economique, l'assemblée générale désigne un commissaire et détermine le cas échéant sa rémunération.

21.3 Le Conseil d'Administration présente chaque année à l'assemblée générale un rapport de sa gestion durant l'exercice écoulé.

21.4. Les comptes annuels relatifs à l'année comptable passée, tout comme le budget de l'année suivante doivent être approuvés par l'Assemblée Générale pendant une assemblée générale ordinaire.

21.5. Conformément à l'article 51 de la loi sur les Fondations, ASBL et AISBL de 2002, les comptes annuels sont transmis au "Service Public Fédéral Justice".

### ARTICLE 22 – CONTROLE FINANCIER

22.1. Quand les conditions légales sont remplies, un ou plusieurs experts comptables sont nommés par Le Conseil d'Administration parmi les Membres de "**l'Institut des Réviseurs d'Entreprises**", en sorte d'effectuer le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la conformité des opérations de l'AISBL avec les présents Statuts et la Loi.

22.1. La fixation de leur rémunération, de l'exercice de leurs fonctions et la fin de leur mission, seront déterminés conformément aux conditions légales.

## CHAPTER VI – BUDGET/ FINANCE

### ARTICLE 21 – ANNUAL ACCOUNTS

21.1. The financial year shall start on 1 January and end on 31 December of each year.

21.2. Annual accounts relating to the past financial year, as well as the budget for the following year will be decided by the Board each year and subsequently presented for approval by the General Assembly at its regular meeting in conformity with Article 17 of the Law of 27 June 1921 and to its Royal Decrees of execution. If the Association reaches two of the three criteria of Article 17§3 of the Law of 27 June 1921, the General Assembly shall appoint an external auditor and determine his fees, where necessary.

21.3. The Board shall present each year to the General Assembly a management report for the previous year.

*(21.4. Included in 21.2)*

21.5. According to Article 51 of the Law on Not-for-Profit Associations, International Non-Profit Associations and Foundations of 2002 the annual accounts of the Association must be transmitted to the "Service Public Fédéral Justice".

### ARTICLE 22 – FINANCIAL CONTROL

22.1. When the legal conditions are met, one or more certificated accountants shall be nominated by the Board from amongst the Members of the "**Institut des Réviseurs d'Entreprises**", in order to inspect the financial situation, and verify the annual accounts and the conformity of Association's operations with the present Articles and applicable laws.

22.2. The determination of the remuneration of the accountants, the exercise of their functions and the duration of their appointment will be determined in accordance with the applicable legal requirements.

## **CHAPITRE VII – DISSOLUTION ET LIQUIDATION**

### **ARTICLE 23 – DISSOLUTION ANTICIPEE**

23.1. Il sera mis fin à l’AISBL par l’Assemblée Générale si elle décide de la dissoudre parce qu’elle considère que l’association ne respecte pas ses objectifs, ou que sa gestion n’est plus possible ou s’il n’y a plus de moyens financiers suffisants à la réalisation de ses objectifs.

23.2. Dans le respect du Code des Sociétés et Associations, la proposition de la dissolution potentielle de l’AISBL doit venir du Comité Exécutif ou d’un cinquième des Membres de l’Association.

23.3. Tous les Membres doivent être invités un mois à l’avance à l’assemblée générale décidant de la proposition d’amendement des Statuts ou de la dissolution de l’Association.

23.4. L’Assemblée Générale peut valablement décider de la dissolution de l’Association seulement si les deux-tiers de ses Membres sont présents ou représentés. La décision doit être adoptée par une majorité des voix des Membres présents, représentés ou absent.

### **ARTICLE 24 – DISSOLUTION JUDICIAIRE**

24.1. La dissolution de l’Association sera prononcée par le Tribunal de l’Entreprise de l’arrondissement d’où est situé le siège, sur demande du Ministère Public ou de toute autre personne intéressée, dans les cas suivants :

- les actifs et revenus de l’Association sont négatifs
- insolvabilité
- une gestion déficiente
- violation grave des statuts, de la loi ou de l’ordre public

### **ARTICLE 25 – LIQUIDATION**

25.1. En cas de dissolution de l’Association pour quelque raison que ce soit et à quelque moment que ce soit, la liquidation est effectuée par les liquidateurs désignés par Le Conseil d’Administration.

## **CHAPTER VII – DISSOLUTION AND LIQUIDATION**

### **ARTICLE 23 – ANTICIPATED DISSOLUTION**

23.1. The Association will cease to exist if the General Assembly decides to dissolve it, for example because it considers that the Association no longer meets its objectives, that its effective management is no longer possible, or if its finances and commitments to provide further finance are insufficient to realise its objectives.

23.2. In accordance with the Code of Societies and Associations, any proposal related to the potential dissolution of the Association should come from the Board or from one-fifth of Members of the Association.

23.3. All Members should be informed and invited, one month in advance, to a meeting of the General Assembly which will decide on a proposal to amend the Articles or to dissolve the Association.

23.4. The General Assembly may decide on the dissolution of the Association only if two-thirds of Members are present or represented. The decision should be adopted by the majority of votes of those present, represented or absent.

### **ARTICLE 24 – JUDICIAL DISSOLUTION**

24.1. The dissolution of the Association will be declared by the Commercial Court of the district of the registered office, upon the request of the Public Minister or any other interested person, in the following cases:

- the assets and the income of the Association are misused;
- insolvency;
- lack of administration;
- serious violation of the Articles, applicable laws and the public interest.

### **ARTICLE 25 – LIQUIDATION**

25.1. In case of the dissolution of the Association for any reason and at any given time, liquidation shall be performed by the liquidators appointed by the Board.

25.2. A cette fin, les liquidateurs ont des pouvoirs étendus qui leur sont conférés par la loi.

#### **ARTICLE 26 – REPARTITION DES ACTIFS**

26.1. Après acquittement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation et restitutions, le solde de l'actif est transféré à une institution sans but lucratif désignée par l'Assemblée Générale.

25.2. The liquidators shall have, to this end, all requisite powers conferred by applicable laws.

#### **ARTICLE 26 – DISTRIBUTION OF ASSETS**

26.1 After discharge of all debts, charges and liquidation expenses, and refunds, the balance of the assets shall be transferred to a not-for-profit entity designated by the General Assembly.

### **CHAPTER VIII – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 27 – LANGUE**

27.1. Les présents Statuts sont rédigés en langue française de sorte qu'ils puissent être publiés dans la même langue dans le *Moniteur Belge*, et ce conformément aux dispositions légales réglant l'emploi des langues en Belgique.

#### **ARTICLE 28 – APPROBATION**

28.1. Les présents Statuts doivent être approuvés par un Arrêté Royal.

#### **ARTICLE 29 – MODIFICATION DES STATUTS**

29.1. Toute proposition liée à la modification potentielle des statuts doit émaner du conseil d'administration ou d'un cinquième des Membres de l'Association.

29.2. L'Assemblée Générale décidera valablement des propositions de modification des Statuts si elle recueille la majorité des deux tiers des Membres présents ou représentés. La décision sera adoptée par une majorité des deux tiers des votes émanant des Membres présents ou représentés.

29.3. Toute modification des présents Statuts relative au nom, siège social, objectifs, et activités de la présente AISBL, doit être approuvée par Arrêté Royal. Toute autre modification devra être certifiée par Acte Notarié.

#### **ARTICLE 30 - PUBLICATION**

30.1. Conformément à l'article 10:3 du Code des Sociétés et Associations, les présents Statuts, toute modification ultérieure des Statuts, toute décision relative à la nomination, révocation, fin de mandat d'un Administrateur, la dissolution de l'AISBL et les comptes annuels seront ajoutés

### **CHAPTER VIII – GENERAL PROVISIONS**

#### **ARTICLE 27 – LANGUAGE**

27. 1. The original version of this Articles of Association is written in French in order to be published in French in the *Moniteur Belge* in compliance with the legal provisions regulating the use of languages in Belgium.

#### **ARTICLE 28 – APPROBATION**

28.1. The Articles must be approved by Royal Decree.

#### **ARTICLE 29 – MODIFICATION OF THE ARTICLES**

29.1. Any proposal related to a potential modification of the Articles should come from the Board or from one-fifth of the Members of the Association.

29.2. The General Assembly may validly decide on a proposal to modify the Articles only if two-thirds of its Membership is present or represented. Modification shall only occur with the support of two-thirds of Members present or represented.

29.3. Any modification of the Articles related to the name, headquarters, objectives and activities of the Association must be approved by Royal Decree. Any other modification should be certified by a Notarial act.

#### **ARTICLE 30 – PUBLICATION**

30.1. In conformity with Article 10:3 of the Code of Societies and Associations, these Articles and any future modifications, any decisions related to the nomination, revocation, termination of the mandate of Board, the dissolution of the Association, and annual accounts must be filed

dans le registre du Tribunal de l'Entreprise et seront publiés dans le Moniteur Belge.

30.2. Les conditions concernant la constitution et l'accès au registre de cette AISBL sont fixées par Arrêté Royal.

#### **ARTICLE 31 - ELECTION DE DOMICILE**

31.1. Pour la bonne exécution des présents Statuts, chaque membre du Conseil d'Administration, expert-comptable, gestionnaire autorisé ou liquidateur qui résiderait dans un autre pays que la Belgique, fait élection de domicile au siège social de l'AISBL, là où toute communication, convocation, injonction, et tout autre document important sera considéré comme ayant été délivré valablement.

31.2. Tout Membre du Conseil d'Administration, expert-comptable, gestionnaire autorisé ou liquidateur doivent notifier à l'AISBL tout changement d'adresse ou de résidence. Sans cette notification, tous les avis, communications, convocations, assignation, et tout autre document important doit être considéré comme étant délivré valablement à la résidence précédente de la personne en question.

#### **ARTICLE 32 - LOI APPLICABLE**

32.1. Les parties expriment leur volonté que ce document constitutif soit conforme aux exigences du Code des Sociétés et Associations.

32.2. Les dispositions du Code des Sociétés et Associations, selon lesquelles aucune dérogation légitime n'est possible, sont réputés être incorporées dans le présent document constitutif et toute clause contraire sera réputée contraire aux dispositions impératives de cette loi sera réputée exclue de cet acte constitutif, comme s'il n'avait jamais existé.

with the competent Commercial Court and will be published in the Moniteur Belge.

30.2. The conditions concerning documents to be filed with the Commercial Court and access to those documents are fixed by Royal Decree.

#### **ARTICLE 31 - ELECTION OF DOMICILE**

31.1 For the purposes of implementation of these Articles, each Member of the Board, certified accountant, authorised manager, and liquidator resident outside Belgium shall elect domicile at the registered office of the Association, where all communications, summons, subpoenas, and other significant documents maybe considered to be validly delivered.

31.2 Each Member of the Board, certified accountant or liquidator must notify the Association of any change in address or residence. In the absence of such notification, all notices, communications, summons, subpoenas, and other significant documents shall be considered to be validly delivered to the previous residence of the person in question.

#### **ARTICLE 32 - APPLICABLE LAW**

32.1 The parties intend this constitutional document to comply fully with the applicable provisions of the Companies and Associations Code.

32.2 Accordingly, the provisions of the Companies and Associations Code, from which no legitimate derogation is permitted, are deemed to be incorporated in the present constitutional document and any clause that shall be deemed contrary to the mandatory provisions of that Law shall be deemed excluded from this constitutional act as if it had not been written down.